

Sebastian Santander (1)
L'Afrique, nouveau terrain de jeu des puissances émergentes,
Paris, Karthala, 2014,
pp. 9-16

« Les émergents, l'Afrique et le décentrage progressif du pouvoir mondial »

Délaissé jusqu'il y a peu par la mondialisation car considéré comme une « cause perdue » de l'économie internationale, le continent africain est désormais courtoisé tant par les puissances industrielles traditionnelles que par les acteurs dits « émergents ». Depuis ces vingt dernières années, le monde fait face à la fulgurante percée internationale de la Chine, au retour progressif de la Russie en tant que puissance politique à vocation planétaire, à la montée en force de l'Inde, du Brésil, de la Turquie ou de l'Afrique du Sud dans les affaires économiques et politiques internationales. Ces bouleversements contribuent au décentrage progressif de l'économie et du pouvoir mondial¹. L'accélération du développement qu'ont connu durant la période post-bipolaire les économies chinoise, indienne, turque ou brésilienne s'est traduite par des taux de croissance soutenus variant selon les cas de 5 % à environ 10 %. Les émergents parviennent à diversifier leur économies et s'affirment progressivement dans toute une série de domaines-clés du commerce mondial : l'énergie, l'agriculture, les services, les produits manufacturiers et/ou textile. Ces performances économiques ainsi que leur participation de plus en plus active dans le commerce mondial les a rendus particulièrement attractifs auprès des investisseurs étrangers.

La dernière décennie semble à ce point avoir accéléré leur développement qu'il est désormais erroné d'en encore les considérer comme de simples récepteurs de capitaux. Ils sont à présent des exportateurs, en milliards d'euros, tant dans leur voisinage direct respectif que dans des contrées plus lointaines du monde en développement et/ou dans les pays riches. Cette évolution s'explique, notamment, du fait qu'ils ont pu imposer toute une série de

¹ Sur une tentative d'explication du phénomène « émergent » et de ses répercussions internationales cf. Sebastian Santander, « Les puissances émergentes. Portée et limites d'un phénomène international » dans Dario Battistella, *Relations internationales. Bilan et perspectives*, Paris, Ellipses, 2013 ; *Id.* (coord.), *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?*, Paris, Ellipses, 2012 ; *Id.* (coord.), *L'essor de nouvelles puissances Vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses, 2009.

« champions » qui n'hésitent pas à multiplier les fusions et acquisitions². Ces conquêtes leur permettent non seulement de prendre possession de marchés multiples et d'en élargir la taille, mais aussi de s'emparer de marques mondialement reconnues, du savoir-faire et des technologies ; ce qui les transforme progressivement en redoutables concurrents pour les multinationales du monde occidental³.

Leur essor économique couplé à leur ambition de puissance, de visibilité et de reconnaissance ainsi qu'à leur perception d'une structure économique et politique internationale loin de refléter la réelle répartition du pouvoir international de ce début de XXI^e siècle, les amènent à exiger un partage plus équilibré du pouvoir et des richesses mondiales. Pour répondre à ces ambitions ils n'hésitent pas à se projeter sur la scène internationale en déployant une diplomatie multidirectionnelle. Ils parviennent ainsi à diversifier toujours davantage leurs liens politiques, économiques et commerciaux extérieurs respectifs. Outre les relations tissées avec les pays du Nord, les émergents investissent les organisations économiques régionales et/ou les enceintes multilatérales, développent des rapports de plus en plus étroits avec les pays issus de leurs voisinages respectifs, scellent des relations avec leurs pairs en créant des « clubs de puissances », tels que le BRICS⁴ ou l'IBSA⁵, ou misent plus fermement sur une stratégie de coopération Sud-Sud avec des pays en développement. Dans ce dispositif relationnel, et plus précisément dans le cadre des stratégies de coopération Sud-Sud, l'Afrique acquiert une attention particulière devenant un champ privilégié pour l'action des émergents.

Ceci étant, les rapports entre ces derniers et le continent africain ne sont pas récents. En effet, Moscou, Pékin, New Dehli ou Brasilia avaient déjà réussi par le passé à établir des relations étroites avec plusieurs pays africains, notamment dans le contexte de la décolonisation africaine et asiatique, de la confrontation Est-Ouest de l'après-guerre et de la recherche, durant la guerre froide, de la part des pays en développement d'un rééquilibrage des rapports de force économiques entre le Nord et le Sud. Toutefois, durant les années 1980,

² The Economist, « Multinationales des pays émergents : les nouveaux champions », *Problèmes économiques*, n° 2962, 7 janvier 2009.

³ BCG, « Companies on the move », *Report 2011 BCG on Global Challengers*, janvier 2011.

⁴ Le BRICS est un forum de dialogue politique qui réunit annuellement, depuis 2009, les plus hautes autorités politiques des cinq pays qui le composent, à savoir : le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud.

⁵ Ce forum agit au niveau des instances multilatérales afin de favoriser les intérêts commerciaux et l'adhésion permanente au Conseil de sécurité des Nations unies des pays qui le composent : le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

l'Afrique se voit reléguer au second plan par ces pays. L'attention des autorités de ces derniers est détournée par des préoccupations d'ordre interne : Moscou cherche une solution au déclin irrémédiable de l'URSS ; Pékin s'inquiète de réussir les réformes structurelles devant faire de la Chine une « économie socialiste de marché », New Delhi, qui est confronté à une crise économique (déficit commercial, faible croissance, réserves en devises défaillantes), est accaparé par le souci de trouver un modèle de développement alternatif au système dirigiste défaillant ; Brasilia ambitionne de sortir le Brésil de la « crise de la dette » et de résorber ses problèmes d'hyperinflation ; Pretoria, politiquement et économiquement de plus en plus isolée, se débat pour trouver des solutions à la crise de régime politique que connaît l'Afrique du Sud.

La perte d'intérêt pour le continent africain s'explique également du fait qu'il s'enfonce dans une période dite d'« afro-pessimisme ». L'Afrique – tout comme l'Amérique latine – est, durant les années 1980, confrontée sur le plan économique à une « décennie perdue » qui se traduit par une crise de la dette, une chute des prix des matières premières et une spirale inflation-dévaluation qui paupérise davantage les sociétés africaines⁶. Non seulement les prévisions économiques sur l'Afrique sont sombres – d'autant que les investissements privés se détournent de celle-ci et que les aides publiques n'apportent pas les résultats escomptés – mais qui plus est, la représentation internationale de la situation politique et sociale du continent apparaît pour le moins négative. Les guerres asymétriques et les conflits armés interafricains attisés par la rivalité Est-Ouest combinés aux graves problèmes de sécheresse, de famine ou d'épidémies ne feront rien pour rehausser positivement ce constat.

Le désintérêt pour l'Afrique des pays aujourd'hui catalogués d'« émergents » aura pour conséquence un amenuisement des relations diplomatiques, des fermetures d'ambassades et de bases militaires ainsi qu'une chute des échanges commerciaux. Dans les meilleurs cas, les politiques africaines des émergents manqueront de consistance, d'ambition et de vision stratégique ; dans les pires, le continent africain disparaîtra de l'écran de leur politique étrangère.

Il faut attendre le début des années 2000 pour voir les émergents revenir en force sur le continent noir. Ils se dotent de nouvelles stratégies africaines et les liens tissés avec l'Afrique deviennent aussi divers que nombreux allant de la diplomatie à l'économique en passant par le commerce et/ou la coopération au développement, technique, universitaire et/ou militaire.

⁶ Jean Severino et Olivier Ray, *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 103 et sq.

L’Afrique fait l’objet de visites récurrentes organisées au niveau ministériel et au plus haut niveau politique par le Brésil, la Chine, l’Inde, la Russie ou la Turquie ; ce qui contribue à donner une visibilité internationale à ces relations. Elle attire aussi de plus en plus les entreprises des pays émergents ; ce qui concourt à la redynamisation des échanges économiques et commerciaux. En effet, depuis une douzaine d’années, le commerce entre les émergents et le continent n’a cessé de progresser et parfois de manière fulgurante. La Chine a multiplié par six ses échanges avec l’Afrique. Ceux-ci atteignent dorénavant les 153 milliards d’euros contre 15 milliards voici quelque douze années. En ce qui concerne l’Inde et le Brésil, leurs échanges commerciaux avec le continent ont septuplé, passant respectivement de 7 milliards d’euros à 44 et de 3,5 milliards d’euros à 21. La Turquie et la Russie cherchent également à se positionner avantageusement dans le commerce avec l’Afrique même si leur progression reste modeste comparée à celles des autres émergents. Les autorités et entreprises turques et russes ne se privent du reste pas de mener des actions afin d’accroître leur part de marché sur le continent⁷.

Face à une Europe en crise et réticente à l’accueillir en son sein, la Turquie diversifie ses relations extérieures et se tourne vers l’Afrique⁸. Un nombre croissant d’entreprises turques s’intéressent au continent, à l’instar de celles représentées par Tuskon⁹, qui investissent toujours davantage dans les secteurs de l’agroalimentaire, du textile, du bâtiment et des travaux publics (BTP) ou des banques des pays africains. Au cours de la dernière décennie, les échanges commerciaux n’ont cessé de progresser, passant de 3 à 14 milliards d’euros. Par ailleurs, l’agence d’aide au Développement turque (TIKA) a étendu ses activités, notamment en Afrique de l’Est. Afin de développer et de consolider cette présence, Ankara a procédé au triplement du nombre de ses ambassades sur le continent, à la création d’écoles pour diffuser la langue et la culture turque, à la programmation de visites d’État dans les pays africains et à l’organisation sur son territoire d’événements à haute visibilité internationale tels que l’année de l’Afrique (2005), le sommet de chefs d’État et de gouvernement turco-africain (2008) ou le Forum média Turquie-Afrique (2012). La Turquie a en outre lancé en 2006 un forum d’affaires qui, depuis, réunit chaque année des opérateurs économiques turcs et africains.

⁷ Julia Harte, « Turkey Shocks Africa », *World Policy Journal*, hiver 2012/2013 ; Mikhaïl Marguelov, « Afrique : entre rivalité et coopération », *Le Courrier de Russie*, 10 juillet 2013.

⁸ Alain Vicky, « La Turquie à l’assaut de l’Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

⁹ Confédération des hommes d’affaires et industriels de la Turquie.

La Russie qui ne veut pas demeurer en reste, a commencé à accorder une place plus importante à l'Afrique dans son agenda extérieur. Moscou a procédé à l'annulation de certaines dettes africaines, prévu un programme d'aide au développement de 400 millions d'euros, organisé des conférences interparlementaires et des tournées présidentielles en Afrique, et réservé plus d'importance à cette dernière dans le dispositif institutionnel du Kremlin en dotant le président russe d'un représentant spécial pour la coopération avec les pays africains. Comparée à celles des autres acteurs émergents, la présence économique et commerciale russe reste sans doute la moins conséquente puisque les échanges avec l'Afrique ne s'élèvent qu'à 2 % du commerce extérieur bien qu'ils aient doublé depuis dix ans, atteignant aujourd'hui les 3,5 milliards d'euros. Dans cette perspectives Moscou s'emploie à appuyer les entreprises russes en Afrique dont les intérêts résident dans les domaines de l'énergie, de l'armement et de l'exploitation minière : sont concernés, notamment, l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, la Namibie ou le Nigeria.

En outre, les placements de capitaux des pays du BRICS en Afrique ont, eux aussi, connu une solide courbe ascendante pour atteindre 25 % du total des investissements directs étrangers (IDE) à destination du continent. Alors qu'en 2000 les IDE des cinq émergents étaient quasi insignifiants, une décennie plus tard ils s'élèvent à 4 % de leur IDE. Aujourd'hui, l'Afrique est devenue une destination d'investissement plus importante pour les BRICS (en valeur relative) que pour l'Europe ou les États-Unis. Outre les BRICS, d'autres pays s'intéressent de plus en plus à l'Afrique, c'est le cas de la Turquie, la Corée du Sud ou la Malaisie. Cette dernière qui effectue une percée remarquable sur le continent se positionne à présent parmi les investisseurs internationaux les plus importants du continent. D'après la Cnuced, la Malaisie serait même devenue le premier investisseur extérieur du continent devant la Chine et l'Inde : ses investissements en Afrique auraient atteint, fin 2011, plus de 14 milliards d'euros contre 11,7 milliards pour la Chine et 10,2 milliards pour l'Inde¹⁰.

Les émergents accompagnent leur percée économique et commerciale de toute une série d'initiatives : ils financent des programmes de formation professionnelle, octroient des bourses d'études, investissent dans les secteurs du transport (routes, chemins de fer, ponts, infrastructures portuaires), des télécommunications, de l'aménagement et de la gestion des eaux, de l'électricité et des infrastructures (écoles, hôpitaux)¹¹.

¹⁰ CNUCED, « World Investment Report 2013: Global Value Chains: Investment and Trade for Development », *Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement*, 2013.

¹¹ AEO, « Africa and its Emerging Partners », *Africa Economic Outlook*, 2011 ; OCDE, « Point sur le soutien

Les raisons de ce regain d'intérêt pour le continent africain relèvent d'ordres multiples : la nécessité évidente des émergents à investir de nouveaux marchés et leur appétit pour les importantes ressources naturelles de l'Afrique (hydrocarbures, cuivre, cobalt, charbon, fer, bois, uranium, ...); la recherche d'appuis ou d'alliances dans les tractations internationales ou de voix alliées au sein des instances multilatérales ; le besoin d'étendre leur périmètre d'influence ainsi que d'accroître leur visibilité et de renforcer leur reconnaissance internationale. À cela s'ajoute l'évolution de l'Afrique elle-même. En effet, aux côtés d'une sombre réalité politique, économique, sociale, climatique, environnementale ou sécuritaire, coexiste une réalité nouvelle, celle d'une Afrique (Angola, Nigeria, Ethiopie, Tchad, Mozambique, Rwanda) qui affiche des taux de croissance semblables à ceux relevés dans une Asie émergente, qui, au cours des dix dernières années, a vu tripler ses échanges commerciaux avec le reste du monde, a connu une progression importante de certains secteurs économiques, tels que les télécommunications, et, depuis 2005, attire plus d'investissements étrangers privés que d'aide officielle¹². Ce qui fait dire – peut-être de manière abusive – à des organisations internationales que le continent africain se trouverait au « bord d'un décollage économique »¹³. Ces éléments contribuent progressivement à changer l'image de l'Afrique et, partant, à attirer les émergents sans doute davantage enclins à prendre des risques sur le continent noir que certains pays industrialisés.

En s'imposant peu à peu comme des acteurs incontournables sur le continent en termes de commerce, d'investissement ou d'aide au développement, la présence des émergents rattrape celle des Occidentaux. Ce déploiement contribue au reclassement géopolitique de l'Afrique qui, en retour, suscite un intérêt renouvelé des puissances industrielles (Europe, États-Unis) pour elle. À bien des égards, se dessine une tendance plus globale, évoquée plus haut, du décentrage progressif du pouvoir mondial.

Face à cette évolution, une série de questions se posent. Tout d'abord au sujet des stratégies africaines des émergents. En quoi ces actions diffèrent-elles de celles déployées par les acteurs traditionnels (UE, États-Unis) ? Comment les stratégies des émergents se démarquent-elles les unes des autres ? Que cachent les discours fraternisant et tiers-mondistes

apporté à l'investissement dans les infrastructures africaines », *Organisation de coopération et de développement économiques*, 2011 ; Rémi Genevey (coord.), *L'Afrique et les grands émergents*, Paris, Agence française de développement : coll. À Savoir, avril 2013.

¹² Pascale G. Zachary, « Africa Take off », *Foreign Policy*, 11 juin 2012 ; Susan Lund et Arend Van Wamelen, « Lions on the Move », *Foreign Policy*, 31 août 2012.

¹³ BM, « Africa's Future and the World Bank's Role in it », *Banque mondiale*, avril 2010.

déployés par l’Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l’Inde ou la Turquie ? Des interrogations surgissent également au sujet des rapports de force entre les acteurs dominants, actifs sur le continent. Quelles sont les implications de la présence des émergents pour les acteurs occidentaux en Afrique ? Les émergents sont-ils en concurrence ou développent-ils des coopérations sur le continent africain ? Une troisième série de questions peut être formulée au sujet des implications de la percée africaine des émergents pour l’Afrique et son évolution sur la scène internationale. La présence des émergents contribue-t-elle au développement de l’Afrique ? Créent-ils un espace politique pour le continent ? Les pays africains parviennent-ils à jouer de la rivalité des différents acteurs extérieurs pour engranger des bénéfices politiques, économiques, financiers ou commerciaux ? Ou, au contraire, la présence des émergents engendre-t-elle de nouvelles dépendances pour l’Afrique ? Cette évolution change-t-elle les fondements des rapports des 54 pays de l’Afrique avec le reste du monde ? Pour répondre à ces nombreuses questions, l’ouvrage compte sur une quinzaine de contributions produites par des experts, chercheurs/professeurs, issus d’universités ou de centres de recherche indépendants belges, brésiliens, français, espagnols ou africains.

Biographie

AEO, « Africa and its Emerging Partners », *Africa Economic Outlook*, 2011.

BCG, « Companies on the move », *Report 2011 BCG on Global Challengers*, janvier 2011.

BM, « Africa’s Future and the World Bank’s Role in it », *Banque mondiale*, avril 2010.

CNUCED, « World Investment Report 2013: Global Value Chains: Investment and Trade for Development », *Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement*, 2013.

Rémi Genevey (coord.), *L’Afrique et les grands émergents*, Paris, Agence française de développement : coll. À Savoir, avril 2013.

Julia Harte, « Turkey Shocks Africa », *World Policy Journal*, hiver 2012/2013.

Susan Lund et Arend Van Wamelen, « Lions on the Move », *Foreign Policy*, 31 août, 2012.

Mikhaïl Marguelov, « Afrique : entre rivalité et coopération », *Le Courrier de Russie*, 10 juillet 2013.

OCDE, « Point sur le soutien apporté à l’investissement dans les infrastructures africaines », *Organisation de coopération et de développement économiques*, 2011.

Sebastian Santander, « Les puissances émergentes. Portée et limites d’un phénomène international » dans Dario Battistella, *Relations internationales. Bilan et perspectives*, Paris, Ellipses, 2013.

Sebastian Santander (coord.), *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?*, Paris, Ellipses, 2012.

Sebastian Santander (coord.), *L'essor de nouvelles puissances. Vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses, 2009.

Jean Severino et Olivier Ray, *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010.

The Economist, « Multinationales des pays émergents : les nouveaux champions », *Problèmes économiques*, n° 2962, 7 janvier 2009.

Alain Vicky, « La Turquie à l'assaut de l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

Pascale G. Zachary, « Africa Take off », *Foreign Policy*, 11 juin 2012.